

Burundi : Le directeur de la RPA transféré "à l'isolement" à l'intérieur du pays

@rib News, 22/01/2015 - Source AFP Le directeur de la radio burundaise RPA, accusé de "complicité d'assassinat" de trois religieuses italiennes, a été transféré jeudi dans une prison du centre du pays où il a été placé à l'isolement d'une ONG. La Radio publique africaine (RPA), une station réputée pour ses enquêtes judiciaires, diffuse depuis une semaine les aveux d'un homme qui se présente comme l'un des assassins de trois religieuses italiennes, âgées de 75, 79 et 83 ans, à Kamenge, dans le nord de la capitale Bujumbura, en septembre dernier.

"Ce matin, on a dit au directeur de la RPA Bob Rugurika de faire sa valise et de prendre son matelas puis il a été transféré vers la prison de Muramvya (50 km à l'est de Bujumbura), à l'insu de sa famille ou de ses avocats", a expliqué Pierre-Claver Mbonimpa, président de l'Association pour la défense des prisonniers et des personnes détenues (Aprodeh). "Sur place, il a été placé à l'isolement dans la cellule de correction qui généralement sert à punir les prisonniers qui ont commis des fautes ou qui sont indisciplinés, (...). Le directeur de la prison a expliqué à nos représentants que le procureur général de la République a interdit toute visite au détenu", a-t-il poursuivi, dénonçant une "torture morale et psychologique". Contacté, le procureur de Bujumbura, Arcade Nimubona, a confirmé le transfert, mais s'est refusé à tout autre commentaire. Bob Rugurika a été inculpé de manquement à la solidarité publique, de complicité d'assassinat et de violation du secret d'instruction, puis écroué à la prison de Mpimba à Bujumbura mardi, après avoir été entendu par un substitut du procureur pendant huit heures au sujet des informations que sa radio diffuse depuis plusieurs jours en relation avec l'assassinat des trois religieuses. Il risque jusqu'à 20 ans de prison. Sur les ondes de la RPA, un homme qui assure avoir "achevé" de ses mains l'une des victimes a affirmé avoir été mandaté des meurtres par trois hommes lors d'une réunion dans un bar appartenant à l'ex-chef des services secrets burundais, Adolphe Nshimirimana. M Nshimirimana est aujourd'hui chargé de mission à la présidence et l'un des piliers du pouvoir du président Pierre Nkurunziza. La version diffusée par la RPA prend le contre-pied de celle de la police qui a arrêté et écroué deux jours après l'assassinat un homme présenté comme un "déséquilibré". Pour Innocent Muhozi, président de l'Observatoire de la presse burundaise, l'éloignement et l'isolement de M. Rugurika "sont des actes de méchanceté bête et gratuite, qui cachent mal une volonté de casser librement le directeur de la RPA". "Pour les médias et les journalistes burundais, son emprisonnement signifie que, au minimum, l'Etat du Burundi couvre les criminels qui ont assassiné les trois religieuses, et au pire, il est responsable de ces assassinats immondes qui ont révolté le monde entier", a-t-il poursuivi. PANA, 22 janvier 2015 Le directeur de la RPA transféré dans une prison de l'intérieur du Burundi Bujumbura, Burundi - Le directeur de la Radio publique africaine (RPA, indépendante), Bob Rugurika, a été transféré discrètement, jeudi, à la Maison d'arrêt de Muramvya, plus au Centre du pays, trois jours après son arrestation et son incarcération à la prison centrale de Bujumbura, a-t-on appris de sources proches des mouvements de droit de l'Homme. M. Rugurika est accusé sous les chefs d'accusation de «manquement à la solidarité publique», violation du secret d'instruction et complicité d'assassinat de trois sœurs religieuses d'italienne en septembre 2014 dans un couvent de Kamenge, au nord de Bujumbura, par des individus non encore identifiés. Une information qui a été diffusée par la RPA et confirmée par d'autres sources d'information à la fin de jeudi, a fait état d'un transfert en catimini du directeur de la radio vers une Maison d'arrêt du Centre du Burundi réputée pour ses mauvaises conditions de détention. Un correspondant local de Radio France international (RFI), Hassan Ruvakuki a passé plusieurs mois de détention à la Maison d'arrêt de Muramvya, en 2013, pour avoir donné la parole, à l'époque des faits, à un chef rebelle autoproclamé qui venait d'ouvrir les hostilités à l'Est du pays. Le directeur de la RPA, quant à lui, paie ainsi cher son autorisation de diffuser des témoignages en boucle pendant plusieurs jours d'un personnage qui se faisait passer pour l'un des membres du commando qui avait exécuté les trois sœurs italiennes sur commande de certains hauts gradés de la police et des services spéciaux du renseignement burundais et pour un mobile qu'il n'a toutefois pas révélé. Le même personnage dit avoir échappé à la mort programmée par ses commanditaires pour l'empêcher de parler et de divulguer les secrets autour du triple meurtre de vieilles sœurs italiennes dont les pauvres des quartiers nord de Bujumbura se sentent orphelins après avoir vécu en harmonie pendant plusieurs années. La justice burundaise aurait aimé que tout citoyen détenteur d'une information ou d'une adresse prioritairement à elle. Les chefs d'accusation restent controversés dans l'opinion des défenseurs de droits humains au Burundi et à l'intérieur du pays y voient une forme d'atteinte à la liberté d'expression.